

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

24 mai 2023

PROPOSITION DE LOI**visant à reconnaître légalement
et à encourager fiscalement
le commerce équitable**

(déposée par M. Ahmed Laaouej et consorts)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

24 mei 2023

WETSVOORSTEL**houdende de wettelijke erkenning
van fair trade en de fiscale
bevordering ervan**

(ingediend door de heer Ahmed Laaouej c.s.)

RÉSUMÉ

L'intérêt du commerce équitable pour soutenir les petits producteurs locaux et leur permettre d'obtenir un prix correct pour leurs produits n'est plus à démontrer.

Cependant, il n'y a encore aucune texte légal ou réglementaire qui définisse cette notion de façon précise. De ce fait, on peut craindre que des abus ne soient commis lors de l'usage de ce qualificatif.

La proposition de loi apporte une solution à ce problème en définissant de façon précise la notion de "commerce équitable" et en prévoyant des sanctions en cas d'usage injustifié du qualificatif "équitable" lors de la vente de produits.

SAMENVATTING

Het behoeft al lang geen betoog meer dat de eerlijke handel of fair trade van belang is om de kleine lokale producenten te ondersteunen en ervoor te zorgen dat zij een correcte prijs voor hun producten krijgen.

Nochtans bestaat er tot dusver geen wet- of regelgeving die het concept "eerlijke handel" precies omschrijft. Daardoor ontstaat het risico dat het fairtrade-label onrechtmatig wordt gebruikt.

Dit wetsvoorstel strekt ertoe dit euvel te verhelpen door het begrip "fair trade" nauwkeurig te omschrijven en sancties op te leggen bij onrechtmatig gebruik van het label.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les autorités publiques sont de plus en plus sensibilisées à la question du commerce équitable et, plus globalement, à la question d'une plus grande durabilité de la consommation au sens large. Au sein de notre assemblée, sous la 54^e législature, le groupe PS, avec plusieurs collègues, a ainsi formé un groupe parlementaire informel (majorité et opposition confondues) consacré à ces thématiques et qui a déjà pris plusieurs initiatives. C'est ainsi que la Chambre des représentants a notamment adopté la résolution "visant à promouvoir le commerce équitable et la campagne "Faites de la Belgique le pays du commerce équitable""¹. Ce texte, qui a le mérite d'avoir été rédigé de manière inclusive, a permis à notre assemblée sous la 54^e législature de prendre très concrètement une série d'engagements en la matière, notamment en ce qui concerne la sensibilisation.

C'est dans le cadre des travaux de ce groupe interparlementaire que les auteurs de la présente proposition de loi ont été interpellés par le fait qu'il n'existe pas, dans la législation belge, de définition de la notion de "commerce équitable".

Depuis quelques années, on assiste à un engouement marqué de la part des consommateurs des pays économiquement développés pour les produits issus du commerce équitable. Or, la popularité grandissante de ces produits, dans le contexte actuel, pourrait conduire à certains abus. En effet, l'appât du gain, poussant à exploiter la potentielle plus-value qu'acquiert un produit qualifié d'"équitable" pourrait amener certains commerçants à faire usage de ce qualificatif de façon peu scrupuleuse afin de profiter de l'intérêt d'une partie de la population prête à déboursier un supplément de prix pour s'assurer qu'ils s'inscrivent bien dans une démarche de consommation plus équitable.

Face à ce constat, il y a lieu de se demander si les consommateurs sont actuellement bien protégés contre ces abus éventuels. En d'autres mots, les consommateurs sont-ils assurés du respect des valeurs généralement associées au commerce équitable lorsqu'ils achètent un produit portant la mention "équitable"? Comme les risques d'abus dans ce domaine ne peuvent être niés, un encadrement de ces pratiques semble pleinement justifié.

L'existence du commerce équitable n'est pas un phénomène nouveau, bien que l'engouement du grand

¹ DOC 54 2496/005.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De overheden hebben almaar meer oog voor eerlijke handel en, meer algemeen, voor een duurzamere consumptie in de brede zin. In de Kamer heeft de PS-fractie tijdens de 54^e zittingsperiode met meerdere andere volksvertegenwoordigers – van zowel meerderheid als oppositie – een informele parlementaire werkgroep opgericht die zich over die vraagstukken buigt en die al verschillende initiatieven heeft genomen. Zo heeft de Kamer van volksvertegenwoordigers een resolutie aangenomen ter promotie van fair trade en van de campagne "Maak van België het Land van de Fair Trade"¹. Dankzij die tekst, die de verdienste heeft dat hij over de gezindten heen tot stand is gekomen, heeft onze assemblee tijdens de 54^e zittingsperiode heel concreet enkele verbintenissen kunnen aangaan, meer bepaald op het vlak van de bewustmaking.

In het kader van die interparlementaire groep hebben de indieners van deze tekst vastgesteld dat de Belgische wetgeving geen omschrijving bevat van het principe "fair trade".

Sinds enkele jaren slaan producten die via eerlijke handel op de markt zijn gebracht, opvallend goed aan bij de consumenten van de economisch ontwikkelde landen. De groeiende populariteit van die producten zou evenwel tot bepaalde misbruiken kunnen leiden. De mogelijke winst die gerelateerd is aan de meerwaarde van een product met een fairtradelabel, kan sommige handelaars immers in de verleiding brengen om op een weinig scrupuleuze manier gebruik te maken van dat label. Aldus profiteren zij van de belangstelling voor die producten bij een deel van de bevolking, dat bereid is wat meer te betalen voor een eerlijkere consumptie.

De vraag rijst dan ook of de consument momenteel goed beschermd is tegen die eventuele misbruiken. Met andere woorden: krijgen de consumenten de waarborg dat de waarden die doorgaans met eerlijke handel worden geassocieerd, worden gerespecteerd wanneer zij een product met het fairtradelabel aankopen? Gelet op het onweerlegbare risico op misbruiken lijkt een regulering van de fairtradepraktijken ten volle gerechtvaardigd.

Eerlijke handel is geen nieuw verschijnsel, hoewel het enthousiasme van het grote publiek ervoor en de

¹ DOC 54 2496/005.

public à son égard et la présence de ces produits sur les rayons des supermarchés soient relativement récents. Le commerce mondial a pris un essor spectaculaire au cours de ces dernières décennies, ce qui a dopé la croissance économique dans de nombreux pays mais les gains n'ont pas été partagés équitablement. Les modèles commerciaux mis en avant par les institutions mondiales et par les grandes entreprises n'ont pas permis d'honorer la promesse d'éradiquer la pauvreté; en effet les inégalités ne cessent d'augmenter pour atteindre un niveau sans précédent. Les marchés sont généralement dominés par une poignée d'entreprises internationales ayant le pouvoir de fixer des règles commerciales que leurs fournisseurs ne peuvent pas refuser, en imposant par exemple des prix trop bas, qui se trouvent souvent en-dessous des coûts réels de production. Cela a pour conséquence que les petits producteurs et les travailleurs doivent se battre pour gagner un salaire décent car ceux-ci sont vulnérables face à des pratiques visant à les exploiter.²

À l'origine, le commerce équitable voulait instaurer des structures alternatives au système commercial traditionnel en place; cela, sur des bases d'équité et de solidarité. Depuis lors, afin de réaliser cet objectif, les divers acteurs de la chaîne de commercialisation des produits équitables tentent d'assurer un prix juste et relativement stable aux producteurs, d'intégrer ces derniers dans la gestion de la commercialisation de leurs produits, d'améliorer leurs conditions de travail et de protéger leur environnement.

Le commerce équitable peut donc promouvoir le développement durable aussi bien au niveau de la sphère économique, de la sphère sociale et de la sphère environnementale, afin que les relations commerciales entre le Nord et le Sud soient plus équilibrées. Le premier système générique de normalisation du commerce équitable est apparu en Hollande, en 1988, sous le label "Max Havelaar".

Il s'est ultérieurement étendu à plusieurs autres pays d'Europe, de même qu'en Amérique du Nord. Au fil des années, en raison de l'intérêt grandissant des consommateurs envers ce type de produits, différents protagonistes impliqués dans la commercialisation des produits dits "équitables" ont proposé plusieurs définitions du commerce équitable. Certaines de ces définitions intègrent les principes précédemment mentionnés, alors que d'autres s'en écartent considérablement. Ces différences majeures entre les diverses définitions et les critères utilisés par les entreprises et organisations qui se vouent au commerce équitable sont peu bénéfiques pour l'avancée de ce type de commerce sur les

aanwezigheid van die producten in de rekken van de supermarkten relatief recent zijn. De wereldhandel is de laatste decennia spectaculair gegroeid. Hij vormt een van de belangrijkste economische groeifactoren in verschillende landen, maar de winsten zijn niet eerlijk verdeeld. De bedrijfsmodellen die mondiale instellingen en grote bedrijven voorstaan, hebben hun belofte om armoede uit te roeien niet waargemaakt want de ongelijkheid neemt toe en scheert ongekeende toppen. De markten worden over het algemeen gedomineerd door een handvol internationale ondernemingen die de macht hebben om hun commerciële regels op te leggen aan hun leveranciers. Concreet: lage prijzen, die vaak onder de reële productiekosten liggen. Daardoor moeten de kleine producenten en werknemers vechten voor een waardig loon en zijn ze kwetsbaar voor uitbuiting.²

Oorspronkelijk had de eerlijke handel – op basis van eerlijkheid en solidariteit – tot doel alternatieve structuren op te zetten die afweken van het bestaande commerciële systeem. Teneinde die doelstelling te halen, proberen de diverse actoren in de eerlijke handelsketen sindsdien de producenten een billijke en relatief stabiele prijs te garanderen, alsook die producenten bij het beheer van de commercialisering te betrekken, hun werkvoorwaarden te verbeteren en hun leefmilieu te beschermen.

Eerlijke handel kan dus worden begrepen als een middel om de drie facetten van duurzame ontwikkeling – de economische, de sociale en de milieudimensie – in de handelsbetrekkingen tussen Noord en Zuid in te bedden. Het eerste generieke systeem tot normering van de eerlijke handel ontstond in 1988 in Nederland, onder het label "Max Havelaar".

Later werd het systeem uitgebreid tot tal van andere Europese landen, alsmede tot Noord-Amerika. Door de jaren heen hebben diverse actoren die betrokken zijn bij de commercialisering van de zogenaamde fairtrade-producten, gedreven door de groeiende belangstelling van de consument voor dit soort producten, verscheidene definities van eerlijke handel voorgesteld. In sommige van die definities zijn voormelde principes vervat, terwijl andere er dan weer aanzienlijk van afwijken. Die grote verschillen tussen de diverse definities en de criteria die worden gehanteerd door de ondernemingen en organisaties die zich inzetten voor de eerlijke handel, zijn niet meteen van aard om dat type handel op de

² https://docs.wixstatic.com/ugd/291e20_458dfd84462e4541900013054275d8db.pdf

² https://wfto.com/sites/default/files/International_Fair_Trade_Charter_NL.pdf

marchés mondiaux puisqu'elles suscitent, notamment, la confusion chez les consommateurs.

Si l'on veut faire en sorte que le commerce équitable contribue substantiellement à réduire les déséquilibres que l'on observe au niveau du commerce international, en privilégiant une solidarité effective pour le développement des pays du Sud, il est indispensable d'adopter une relation différente, plus directe et plus durable, basée sur le dialogue, la transparence, le respect et la confiance, entre producteurs et consommateurs. Il faut en outre que l'on offre au consommateur public ou privé la possibilité de choisir consciemment, par son comportement d'achat, la voie de la solidarité avec les producteurs marginalisés. Le commerce équitable offre cette possibilité. Il est de la plus haute importance de protéger ce concept dans son intégralité malgré la complexité de certains de ses aspects; cela, afin, d'une part, qu'il puisse servir de référence quant à la manière dont on envisage les relations commerciales internationales et, d'autre part, de maximaliser le potentiel qu'il représente pour le développement.

En effet, par l'influence qu'il exerce en ce qui concerne les mécanismes de production, de fixation des prix, de juste répartition des profits, le commerce équitable participe à une certaine quête de justice sociale. En fixant un prix "équitable", le commerce équitable tend à remettre en question le principe classique selon lequel les prix s'établissent en fonction du degré de concurrence qui prévaut sur les marchés (en acceptant l'hypothèse selon laquelle les individus agissent rationnellement).

Avec de tels prix dits "équitable" ou "justes", non entièrement déterminé par les forces du marché, une réelle garantie est donnée pour une juste rémunération (rémunérant au minimum l'intégralité des coûts de production) des producteurs locaux. Cette rémunération permettra l'amélioration du sort des plus pauvres, leur permettant la satisfaction de leurs besoins fondamentaux (nourriture, éducation, ...). En d'autres termes, le prix n'est plus uniquement lié aux rapports de force économiques car il assure également une fonction redistributive; les prix sont déterminés afin qu'un niveau équitable de revenus soit octroyé aux producteurs en échange de leur travail; cependant, le commerce équitable n'est pas contraire aux lois du marché puisqu'il prend en compte les préoccupations sociales et/ou éthiques des consommateurs.

Le commerce équitable induit donc une évolution au niveau du comportement économique du consommateur, puisque le prix n'est plus uniquement fonction du jeu de la concurrence mais également de préoccupations

wereldmarkt te bevorderen. Ze zorgen immers voor heel wat verwarring bij de consument.

De basisgedachte is dat de eerlijke handel tracht de scheeftrekkingen van de internationale handel fundamenteel recht te trekken, door voorrang te geven aan een daadwerkelijke solidariteit ten behoeve van de ontwikkeling van de landen van het Zuiden. Daartoe is het onontbeerlijk om tussen de producenten en de consumenten een andere, rechtstreekse en duurzamere relatie tot stand te brengen die berust op dialoog en transparantie, op respect en vertrouwen. Bovendien moet men de openbare of de privéconsument de mogelijkheid bieden om, via zijn koopgedrag, een bewuste keuze te maken voor solidariteit met de gemarginaliseerde producenten. De eerlijke handel biedt die mogelijkheid. Het is uiterst belangrijk dat begrip in zijn geheel en in zijn volledige complexiteit te beschermen; het moet een belangrijke referentie blijven inzake de wijze waarop de internationale handelsbetrekkingen moeten worden hervormd, opdat het potentieel van die betrekkingen op ontwikkelingsvlak optimaal wordt benut.

Door in te werken op zowel de productiemechanismen als de wijze waarop de consumptieprijzen en de winstverdeling worden bepaald, draagt fair trade in zekere mate bij tot het streven naar sociale rechtvaardigheid. Eerlijke handel wordt gekenmerkt door de "billijke" prijs die voor producten wordt gevraagd en stuurt aldus het traditionele economische paradigma bij op grond waarvan de prijszetting van de producten afhangt van de mate waarin er concurrentie op de markt speelt (en waarbij ervan wordt uitgegaan dat individuen rationeel handelen).

Dankzij een "billijke" of "eerlijke" prijszetting, die niet volledig door de marktwerking wordt bepaald, is het mogelijk de lokale producenten een echt gegarandeerd inkomen te bieden dat de productiekosten integraal dekt. Door dat gegarandeerd inkomen zal het lot van de armsten kunnen worden verbeterd en zullen hun belangrijkste levensbehoeften (voeding, onderwijs enzovoort) kunnen worden gelenigd. Met andere woorden: de prijzen hangen niet langer uitsluitend af van de economische krachtsverhoudingen maar hebben tevens een herverdelingsfunctie; de prijszetting zorgt namelijk voor een billijk inkomensniveau, waarbij de producenten loon naar werken krijgen. Aldus gaat eerlijke handel niet in tegen de wetten van de markt maar houdt hij rekening met de maatschappelijke en/of ethische bekommelingen van de consumenten.

Onder impuls van de eerlijke handel, waarbij dus de prijs niet langer afhangt van de factor "concurrentie" maar ook van ethische bekommelingen, evolueert eveneens het economische gedrag van de consument. De gestegen

éthiques. L'augmentation du pouvoir d'achat de bon nombre de consommateurs leur permet en effet de prendre en compte ces préoccupations éthiques et certains acteurs du commerce classique (en particulier les groupes de la grande distribution) s'adaptent à cette nouvelle donne en lançant leurs propres lignes de produits liés au commerce équitable.

Mais il apparaît que ces entreprises de grande distribution obéissent quasi-exclusivement à des logiques financières et économiques spécifiques, antagonistes à celles promues par le commerce équitable. Aussi, le risque est-il bien réel, étant donné l'absence de définition précise de cette notion, de voir se développer un commerce prétendument "équitable", prétendument "éthique", prétendument "caritatif" mais qui, *in fine*, abuse le consommateur. Il est donc essentiel que les objectifs centraux du commerce équitable qui sont de garantir aux producteurs locaux un accès correct aux débouchés commerciaux et des prix équitables, malgré le fait que ceux-ci opèrent souvent sur des marchés locaux dans une position économique fragile et avec des accès aux débouchés commerciaux limités. L'introduction du commerce équitable dans les structures de la grande distribution avec un réel contrôle sur le respect des conditions requises s'inscrit dans cette perspective.

Dans un document de novembre 2006 intitulé "Moyens d'aider les petits producteurs et transformateurs de produits de base dans les pays en développement à accéder aux marchés mondiaux", la CNUCED traite du commerce équitable et met en lumière la nécessité d'aboutir à une législation en la matière: "Le commerce équitable représente un moyen intéressant et de plus en plus fréquent pour les pays en développement de diversifier leurs exportations. Toutefois, ce serait une erreur de le considérer comme une panacée. De fait, le commerce équitable, comme les autres alternatives au commerce traditionnel, souffre de l'absence d'une législation internationale claire, concertée et généralement reconnue et de la prolifération des règles, qui varient souvent en fonction des partenaires commerciaux, des organismes de certification, des sociétés et des chaînes de supermarchés."³

En l'absence d'harmonisation du cadre légal et réglementaire, même si les critères de base restent les mêmes, la satisfaction des exigences imposées par un partenaire ne signifie pas forcément que le produit répondra aux exigences posées par d'autres. Comme évoqué précédemment, cette hétérogénéité a créé une profonde confusion au niveau des règles en vigueur (et

koopkracht zorgt er namelijk voor dat de consumenten zich door die bekommelingen kunnen laten leiden en brengt sommige actoren van de klassieke handel – inzonderheid de grootwinkelbedrijven – ertoe zich aan te passen en hun eigen fairtradeproductlijnen te lanceren.

Maar blijkbaar volgen die grootwinkelbedrijven haast uitsluitend een financiële en economische logica die haaks staat op de fairtradelogica. Bijgevolg is het risico reëel dat, door het ontbreken van een precieze definitie, handelsvormen ontstaan die zogezegd "eerlijk", "ethisch" of "caritatief" zijn, maar die uiteindelijk neerkomen op consumentenbedrog. Een correcte toegang tot afzetmarkten en eerlijke prijzen voor economisch kwetsbare producenten die vaak actief zijn op lokale markten en weinig afzetmogelijkheden hebben, behoren tot de centrale doelstellingen van fair trade. Het invoeren van fair trade in de grootwinkelbedrijven, met een daadwerkelijke controle op de naleving van de voorwaarden, dient ook in dat perspectief te worden gezien.

In een UNCTAD-document van 2006 met de titel *Moyens d'aider les petits producteurs et transformateurs de produits de base dans les pays en développement à accéder aux marchés mondiaux*, gaat het over eerlijke handel en over de noodzaak om ter zake in wetgeving te voorzien: "*Le commerce équitable représente un moyen intéressant et de plus en plus fréquent pour les pays en développement de diversifier leurs exportations. Toutefois, ce serait une erreur de le considérer comme une panacée. De fait, le commerce équitable, comme les autres alternatives au commerce traditionnel, souffre de l'absence d'une législation internationale claire, concertée et généralement reconnue et de la prolifération des règles, qui varient souvent en fonction des partenaires commerciaux, des organismes de certification, des sociétés et des chaînes de supermarchés.*"³

Zonder geharmoniseerd wetgevend en regelgevend kader betekent de tegemoetkoming aan de vereisten van één partner niet dat automatisch aan de vereisten van de andere partners wordt voldaan, zelfs bij identieke basiscriteria. Zoals reeds vermeld heeft de heersende heterogeniteit gezorgd voor veel verwarring omtrent de regels, voor zover die al makkelijk raadpleegbaar zijn.

³ Nations Unies, CNUCED, document TD/B/COM.1/EM.32/2 du 1^{er} novembre 2006, https://unctad.org/system/files/official-document/c1em32d2_fr.pdf, consulté le 19/04/2023

³ Verenigde Naties, UNCTAD, document TD/B/COM.1/EM.32/2 van 1 november 2006, https://unctad.org/system/files/official-document/c1em32d2_fr.pdf, geraadpleegd op 19 april 2023

donc une grande difficulté d'en prendre connaissance) non seulement pour le producteur concerné mais aussi pour les consommateurs qui peuvent avoir du mal à comprendre les subtilités des différents programmes de certification.

Dans ce contexte, bon nombre de personnes peuvent se demander si le commerce équitable n'est pas qu'un simple outil de marketing au profit exclusif de certaines entreprises. Devant cette panoplie de labels se revendiquant tous du qualificatif "équitable" et en l'absence d'un processus permettant d'en vérifier l'authenticité, le consommateur peut difficilement s'assurer que ces produits qualifiés d'"équitable" le sont réellement. Cette confusion entraîne des effets de plus en plus nocifs sur le marché du commerce équitable. En effet, si bon nombre de consommateurs, sensibles aux idéaux du commerce équitable et acceptant de payer plus pour créer une plus-value au niveau social et du développement, se retrouvent à acheter, en réalité, un produit qui n'a d'équitable que le mot figurant sur son emballage, c'est le marché des produits équitables en entier qui en souffre, puisque le discrédit ainsi créé a inévitablement pour effet de décourager bon nombre de consommateurs d'acheter des produits du commerce dit "équitable". C'est pourquoi, il est essentiel de dissiper le flou actuel en répondant clairement à la question essentielle suivante: "qui fait réellement du commerce équitable et qui n'en fait pas?"; pour cela, il faut se doter d'un cadre législatif et réglementaire clair protégeant les acteurs sérieux déjà actifs dans ce domaine et permettant à de nouveaux acteurs de se lancer de manière un peu plus "sécurisée", "dépasionnée", dans ce type de commerce. Les auteurs estiment donc qu'il est important de définir sur le plan légal et réglementaire la notion de "commerce équitable".

L'ONU, elle-même, appelle à une législation claire sur le commerce équitable: "Le commerce équitable est un modèle commercial qui responsabilise les producteurs et favorise des conditions commerciales plus équitables. Mais le modèle se caractérise également par des résultats plus équilibrés en termes de parité, telles qu'une plus grande égalité des chances de participer au commerce ou qu'une proportion beaucoup plus élevée de femmes dirigeantes par rapport aux modèles commerciaux traditionnels".⁴

De plus, cela permettra d'aider le consommateur à distinguer les produits issus ou non du commerce équitable; on l'a vu en France, la mise en œuvre d'une législation visant à définir les règles et les caractéristiques du commerce équitable a permis d'obtenir un regain de confiance de la part des consommateurs; depuis l'entrée

Die verwarring treft niet alleen de producent maar ook de consument, die de subtiële verschillen tussen de verscheidene certificeringsprogramma's maar moeilijk kan vatten.

In die context kan men zich zeker afvragen of fair trade voor bepaalde bedrijven niet louter een marketingtool is. Met die waaier aan zogenaamde fairtradelabels en bij gebrek aan een procedure om de waarachtigheid ervan na te gaan, kan de consument zich er moeilijk van vergewissen dat die als "fair trade" gelabelde producten dat ook daadwerkelijk zijn. Die verwarring schaadt almaar meer de fairtrademarkt. Dat een deel van de consumenten – zij die de fairtrade-ideologie aankleven en bereid zijn een meerprijs te betalen om aldus een meerwaarde op sociaal en ontwikkelingsvlak te creëren – in feite producten koopt die enkel op papier van fair trade afkomstig zijn, berokkent inderdaad schade aan de fairtrademarkt als geheel. Die wordt namelijk in diskrediet gebracht, waardoor de clientèle dreigt af te haken. Daarom moet de heersende waas rond fair trade worden weggenomen en is een helder antwoord nodig op de essentiële vraag: wie doet echt aan eerlijke handel en wie niet? Dat vergt een duidelijk wetgevend en reglementair kader waarbinnen nieuwe actoren in veiliger omstandigheden en bedachtzamer in deze sector van start kunnen gaan. Vandaar het belang dat de indieners hechten aan een definitie van het begrip "fair trade" in de wet- en regelgeving.

De VN zelf roept op tot het opstellen van duidelijke wetgeving over eerlijke handel: "*Le commerce équitable est un modèle commercial qui responsabilise les producteurs et favorise des conditions commerciales plus équitables. Mais le modèle se caractérise également par des résultats plus équilibrés en termes de parité, telles qu'une plus grande égalité des chances de participer au commerce ou qu'une proportion beaucoup plus élevée de femmes dirigeantes par rapport aux modèles commerciaux traditionnels.*"⁴

Bovendien zal de consument daardoor fairtradeproducten van niet-fairtradeproducten kunnen onderscheiden. Dat was het geval in Frankrijk, waar de tenuitvoerlegging van wetgeving tot definiëring en regeling van fair trade voor een hernieuwd consumentenvertrouwen heeft gezorgd. Sinds de inwerkingtreding van de wet

⁴ <https://unctad.org/fr/news/le-commerce-equitable-un-modele-qui-favorise-aussi-legalite-entre-les-femmes-et-les-hommes>

⁴ <https://unctad.org/fr/news/le-commerce-equitable-un-modele-qui-favorise-aussi-legalite-entre-les-femmes-et-les-hommes>

en vigueur de la loi, la consommation des produits issus du commerce équitable et du commerce équitable local a en effet quadruplé⁵.

En outre, cette définition permettrait de servir de référence lorsqu'un pouvoir public voudra imposer des conditions relatives au respect des règles du commerce équitable dans le cadre d'un appel d'offres pour un marché public. De plus, une fois la notion définie, cela permettrait d'instaurer un taux réduit de TVA sur l'ensemble des produits issus du commerce équitable.

Au regard de ces éléments, il est donc proposé, par la présente proposition de loi, que la Belgique se munisse d'un outil législatif et réglementaire afin de définir le concept de commerce équitable, à l'instar de ce qu'a fait la France en 2014. De plus, la présente proposition de loi vise à diminuer le taux de TVA applicable à 6 % pour l'achat de produits issus du commerce équitable, tels que définis dans la loi. L'objectif des auteurs est de dynamiser le commerce de produits équitables dans un souci d'équité et de justice au niveau des relations commerciales.

La TVA étant une matière réglementée par l'Europe, et le commerce équitable ne faisant pas partie de l'annexe III de la directive TVA, permettant d'appliquer un taux réduit, il conviendra de négocier avec la Commission européenne pour s'assurer qu'elle accepte cette réduction du taux de TVA. Une fois la proposition de loi votée, le ministre des Finances devra donc porter cette demande au niveau de l'Ecofin.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Art. 2

Cet article complète l'article I.8. du Code de droit économique par un point 48°, en définissant la notion de "commerce équitable".

La définition s'articule autour de 7 points clefs:

1) des producteurs organisés dans des structures à gouvernance démocratique;

⁵ <https://www.commerceequitable.org/actualites/observatoire-du-commerce-equitable-2021/>

is de consumptie van fairtradeproducten en van lokale producten er verviervoudigd.⁵

Voorts kan een dergelijke definitie als referentie dienen ingeval een overheid in een openbare aanbesteding voorwaarden inzake eerlijke handel wil opleggen. Zodra het begrip is gedefinieerd, zou ook een verminderd btw-tarief op alle fairtradeproducten kunnen worden ingevoerd.

Gezien die elementen wordt derhalve voorgesteld dat België zich toerust met een wetgevingsinstrument dat het concept "fair trade" definieert, zoals Frankrijk dat in 2014 heeft gedaan. Bovendien beoogt dit wetsvoorstel het btw-tarief op de aankoop van fairtradeproducten, zoals gedefinieerd in het wetsvoorstel, te verlagen tot 6 %. Aldus willen de indieners, ter wille van de billijkheid en de commerciële rechtvaardigheid, de handel in fairtradeproducten stimuleren.

Aangezien de btw een door Europa gereguleerde aangelegenheid is en fair trade niet werd opgenomen in bijlage III bij de btw-richtlijn, op grond waarvan een verlaagd btw-tarief kan worden toegepast, zal met de Europese Commissie moeten worden onderhandeld om ervoor te zorgen dat zij die verlaging van het btw-tarief aanvaardt. Zodra het wetsvoorstel wordt goedgekeurd, zal de minister van Financiën dat verzoek dus aan de Raad Economische en Financiële Zaken (Ecofin) moeten voorleggen.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 1

Dit artikel behoeft geen toelichting.

Art. 2

Dit artikel beoogt artikel I.8. van het Wetboek van economisch recht aan te vullen met een punt 48°, waarin het concept "fair trade" wordt gedefinieerd.

Die definitie berust op zeven essentiële punten:

1) de producenten zijn georganiseerd in democratisch bestuurd structuren;

⁵ <https://www.commerceequitable.org/actualites/observatoire-du-commerce-equitable-2021/>

2) un engagement commercial pluriannuel (au moins 3 ans);

3) un prix rémunérateur établi sur la base de l'identification des coûts de production et une négociation équilibrée;

4) l'octroi d'un montant supplémentaire destiné au financement de projets collectifs visant le renforcement des capacités et l'autonomisation des producteurs;

5) la valorisation de modes de production et d'exploitation respectueux de l'environnement et de la biodiversité;

6) la traçabilité des filières et la transparence vis-à-vis des consommateurs;

7) la sensibilisation et l'éducation des consommateurs aux modes de production et de consommation sociale-ment et écologiquement durables.

La définition couvre aussi bien les filières internationales que nationales.

Cette définition s'aligne sur la définition actuellement en vigueur en France (article 60 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises).

La raison est celle-ci: il convient d'éviter autant que possible les barrières techniques et la fragmentation du marché. Les acteurs internationaux pourraient rencontrer des difficultés à s'ajuster à leurs spécificités dans le cas d'une réglementation spécifique à la Belgique. À défaut d'harmonisation au niveau européen et pour pouvoir dès maintenant avancer sur la base d'une réglementation belge, il est donc préférable d'aligner notre définition sur celle retenue et déjà éprouvée dans un pays voisin.

Art. 3

Cet article, en insérant un article VI.10/1 dans le Code de droit économique, prévoit une régulation des communications aux consommateurs sur le commerce des produits présentés au consommateur comme "équitable".

Désormais, seuls les produits satisfaisant aux conditions définies et soumis à des systèmes de garanties ou conformes à des labels reconnus par les pouvoirs publics pourront comporter le terme "équitable" dans leur dénomination de vente.

2) er is sprake van een meerjarige handelsverbintenis (drie jaar);

3) de vergoedingsprijs wordt bepaald op grond van de productiekosten en een evenwichtige onderhandeling;

4) er wordt voorzien in een extra bedrag ter financiering van collectieve projecten die de capaciteitsopbouw en de empowerment van de producenten beogen;

5) productie- en exploitatiemethoden met oog voor het milieu en de biodiversiteit krijgen voorrang;

6) de toeleveringsketen is traceerbaar en er heerst transparantie ten aanzien van de consumenten;

7) de consument wordt bewustgemaakt van en voor- gelicht over sociaal en ecologisch duurzame productie en consumptie.

De definitie geldt voor zowel de internationale als de nationale ketens.

Deze definitie werd afgestemd op de definitie die thans in Frankrijk van kracht is (artikel 60 van wet nr. 2005-882 van 2 augustus 2005 ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen).

De reden daarvoor is eenvoudig. Het komt erop aan technische belemmeringen en marktfragmentatie zoveel mogelijk te voorkomen. Het ligt voor de internationale spelers niet noodzakelijk voor de hand hun specifieke kenmerken aan Belgische bijzondere regelgeving aan te passen. Bij gebrek aan Europese harmonisering en om thans reeds stappen vooruit te kunnen zetten met een Belgische regelgeving, geniet het dus de voorkeur om de Belgische definitie af te stemmen op de in een buurland al goedgekeurde en beproefde definitie.

Art. 3

Dit artikel, tot invoeging van een artikel VI.10/1 in het Wetboek van economisch recht, behelst regelgeving betreffende de communicatie over producten die aan de consumenten als fairtradeproducten worden aangeboden.

Voortaan zullen alleen de producten die voldoen aan de vastgestelde voorwaarden en waarvoor garantieregelingen gelden of die in overeenstemming zijn met door de overheid erkende labels, de term "fair trade" in hun verkoopbenaming mogen opnemen.

Étant donné la multiplication d'allégations présentant des produits comme "équitable", l'objectif de cette mesure est:

1. d'aider le consommateur à distinguer les produits issus ou non du commerce équitable;
2. de sortir du flou actuel en répondant clairement à la question "qui fait réellement du commerce équitable et qui n'en fait pas?";
3. de se doter d'un cadre clair protégeant les acteurs sérieux déjà actifs dans ce domaine et permettant à de nouveaux acteurs de se lancer de manière plus sécurisée dans ce type de commerce.

Art. 4

Cet article, en insérant un point 2°/1 dans l'article XV.83, alinéa 1^{er}, du Code de droit économique, prévoit une sanction de niveau 2 pour les infractions aux dispositions relatives à l'utilisation du terme "équitable" dans la dénomination de vente d'un produit.

Le niveau 2 est choisi par analogie avec celui qui sanctionne actuellement les infractions aux dispositions relatives à la dénomination, à la composition et à l'étiquetage des produits (article XV.83, alinéa 1^{er}, 2°, du Code de droit économique).

Article 5 abaissant le taux de TVA

Cet article diminue à 6 % le taux de TVA applicable pour l'achat de produits issus du commerce équitable, tel que défini en vertu de l'article 2 de la présente proposition de loi. La TVA étant une matière réglementée au niveau européen, et le commerce équitable ne faisant pas partie de l'annexe III de la directive TVA, permettant d'appliquer un taux réduit, il conviendra de négocier avec la Commission européenne pour s'assurer qu'elle accepte cette réduction du taux de TVA. Une fois la proposition de loi votée, le ministre des Finances devra donc porter cette demande au niveau de l'Ecofin.

Gezien de enorme toename van het aantal zogenaamde fairtradeproducten beoogt deze maatregel:

1. de consument een onderscheid te helpen maken tussen de fairtradeproducten en de niet-fairtradeproducten;
2. een einde te maken aan de huidige vaagheid door duidelijk te bepalen wie zich erop mag beroepen daadwerkelijk fairtradeproducten aan te bieden (en wie niet);
3. een duidelijk kader tot stand te brengen dat de reeds actieve en ernstige fairtradespelers erkent en dat nieuwe spelers in de mogelijkheid stelt met iets meer zekerheid tot dit soort handel over te gaan.

Art. 4

Dit artikel beoogt te voorzien in een sanctie van niveau 2 voor wie de bepalingen overtreedt betreffende het gebruik van de term "fair trade" in de verkoopbenaming van een product. Daartoe behelst het de invoeging van een punt 2°/1 in artikel XV.83, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht.

Niveau 2 wordt gekozen naar analogie van de huidige sancties ter bestraffing van wie de bepalingen overtreedt betreffende de benaming, de samenstelling en de etikettering van producten (artikel XV.83, eerste lid, 2°, van het Wetboek van economisch recht).

Art. 5 (btw-verlaging)

Dit artikel beoogt het btw-tarief op de aankoop van fairtradeproducten, zoals gedefinieerd in artikel 2 van dit wetsvoorstel, te verlagen tot 6 %. Aangezien de btw een door Europa gereguleerde aangelegenheid is en fair trade niet werd opgenomen in bijlage III bij de btw-richtlijn, op grond waarvan een verlaagd btw-tarief kan worden toegepast, zal met de Europese Commissie moeten worden onderhandeld om ervoor te zorgen dat zij die verlaging van het btw-tarief aanvaardt. Zodra het wetsvoorstel wordt goedgekeurd, zal de minister van Financiën dat verzoek dus aan de Raad Economische en Financiële Zaken (Ecofin) moeten voorleggen.

Articles 6 à 8

modifiant la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable

Ces articles prévoient diverses modifications de la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable.

La loi du 27 février 2002 précitée a créé un “label social” visant à rendre visible sur les produits le respect de conventions de l’OIT relatives au droit international du travail (liberté syndicale, droit d’organisation et de négociation collective, interdiction du travail forcé, interdiction de toute discrimination en matière de travail et de rémunération, âge minimum fixé pour le travail des enfants, interdiction des pires formes du travail des enfants).

Elle a été complétée par les arrêtés d’exécution suivants:

— l’arrêté ministériel du 7 avril 2003 approuvant le cahier des charges pour une production socialement responsable;

— l’arrêté royal du 4 avril 2003 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable.

La loi du 27 février 2002 précitée prévoit que le label est octroyé, prorogé ou refusé par le ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions. Elle prévoit aussi un programme de contrôle, la mise en place d’un comité pour une production socialement responsable comprenant notamment des représentants de travailleurs et d’employeurs et des sanctions en cas d’utilisation frauduleuse du label.

La loi du 27 février 2002 précitée est toujours en vigueur. Toutefois, dans les faits, seul un nombre restreint d’entreprises ont demandé et obtenu le label officiel pour la production socialement responsable; parallèlement, de nouveaux labels visant à promouvoir et à défendre le commerce équitable ont été développés en dehors du champ d’application de la loi du 27 février 2002 précitée, de sorte que celle-ci n’est désormais presque plus appliquée. Elle n’a cependant pas été abrogée et les instruments qu’elle a créés (comité pour une production socialement responsable, programme de contrôle, etc.) continuent d’avoir valeur légale et conservent tout leur intérêt, à condition d’être réactivés.

Étant donné que, en France, le fait de rendre visible et de structurer le commerce équitable a permis une redynamisation globale du secteur (les ventes y ont été multipliées par 4 en 6 ans) et étant donné que, aujourd’hui,

Art. 6 tot 8

(tot wijziging van de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie)

Deze artikelen behelzen diverse wijzigingen van de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie.

Die wet heeft een “sociaal label” gecreëerd teneinde op producten aan te geven dat de verdragen van de IAO inzake het internationaal arbeidsrecht (het recht op vakbondsvrijheid, het recht van organisatie en collectief overleg, het verbod op dwangarbeid, het verbod op discriminatie inzake werk en verloning, de minimumleeftijd voor kinderarbeid, het verbod op de ergste vormen van kinderarbeid) werden nageleefd.

De wet werd aangevuld door uitvoeringsbesluiten:

— ministerieel besluit van 7 april 2003 houdende goedkeuring van het lastenboek voor een sociaal verantwoorde productie;

— koninklijk besluit van 4 april 2003 tot uitvoering van sommige bepalingen van de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie.

Voorts bepaalt voormelde wet dat het label wordt toegekend, verlengd of geweigerd door de minister bevoegd voor Economische Zaken. Ze voorziet ook in een controleprogramma, in de instelling van een comité voor sociaal verantwoorde productie met daarin meer bepaald werknemers- en werkgeversvertegenwoordigers, alsook in sancties bij bedrieglijk gebruik van het label.

De wet van 27 februari 2002 is nog steeds van kracht. In de praktijk heeft echter slechts een beperkt aantal ondernemingen het overheidslabel voor sociaal verantwoorde productie gevraagd en verkregen. Tegelijk werden nieuwe labels ter bevordering en bescherming van fair trade ontwikkeld die buiten het toepassingsgebied van de wet vallen, waardoor die momenteel in onbruik is geraakt. Ze werd echter niet opgeheven en de instrumenten die erbij werden ingevoerd (comité voor een sociaal verantwoorde productie, controleprogramma enzovoort), hebben nog steeds wettelijke waarde en behouden hun belang, op voorwaarde dat zij weer in werking worden gesteld.

In Frankrijk heeft men de fair trade meer zichtbaarheid gegeven en in een structuur gegoten, wat een algemene opleving van de sector mogelijk heeft gemaakt (de verkoop is daar in zes jaar tijd verviervoudigd). Bovendien

une large part du secteur du Fairtrade est lui-même demandeur d'un encadrement par des labels, les auteurs proposent de réformer la loi du 27 février 2002 précitée et de lui donner une nouvelle impulsion autour de la promotion du commerce équitable.

L'intitulé de la loi du 27 février 2002 est modifié de manière à ce qu'il fasse référence à la promotion du commerce équitable (article 6).

La dénomination du "comité pour une production socialement responsable" est modifiée, de manière à ce qu'il soit fait référence à la promotion du commerce équitable (articles 7 et 8).

Enfin, la composition du "comité pour la production socialement responsable et le commerce équitable" est également modifiée sur un point précis, étant donné, d'une part, que la compétence de l'Économie sociale est désormais régionalisée et, d'autre part, qu'il apparaît désormais nécessaire, eu égard à la mesure fiscale prévue à l'article 5 de la présente proposition de loi, de prévoir la présence d'un membre représentant le ministre des Finances au sein de ce comité.

Art. 9

Cette disposition dispose que le Roi peut modifier, compléter, abroger ou remplacer la disposition visée à l'article 5 de la présente loi.

Art. 10

Cet article règle l'entrée en vigueur de la loi.

Afin de donner aux entreprises le temps de s'adapter à la réglementation proposée, une entrée en vigueur le premier jour du sixième mois suivant celui de la publication de la présente loi au *Moniteur Belge* est prévue.

L'entrée en vigueur de la mesure prévue à l'article 5 est conditionnée à l'accord de l'Union européenne sur une modification de l'annexe 3 de la directive TVA 2006/112/CE⁶ en ce qui concerne les biens visés à l'article 5.

Ahmed Laaouej (PS)
Malik Ben Achour (PS)
Christophe Lacroix (PS)

⁶ directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée.

is een groot deel van de fairtradesector vandaag zelf vragende partij voor een reglementering van de labels. Daarom stellen de indieners voor om de wet van 27 februari 2002 te hervormen en een nieuwe impuls te geven, teneinde de eerlijke handel te bevorderen.

Het opschrift van de wet van 27 februari 2002 wordt in die zin gewijzigd dat erin wordt verwezen naar de bevordering van de fair trade (artikel 6).

De benaming van het comité voor sociaal verantwoorde productie wordt gewijzigd, opdat het verwijst naar de bevordering van de fair trade (artikelen 7 en 8).

Tot slot wordt ook de samenstelling van het comité voor sociaal verantwoorde productie en voor fair trade op een specifiek punt gewijzigd. Enerzijds behoort de bevoegdheid "sociale economie" inmiddels tot de gewesten; anderzijds impliceert de in artikel 5 van dit wetsvoorstel vervatte fiscale maatregel dat voortaan een vertegenwoordiger van de minister van Financiën in dit comité zitting heeft.

Art. 9

Dit artikel bepaalt dat de Koning de bij artikel 5 van deze wet bedoelde bepaling kan wijzigen, aanvullen, opheffen of vervangen.

Art. 10

Dit artikel bepaalt de inwerkingtreding van de wet.

Om de ondernemingen de tijd te geven om zich aan de voorgestelde regelgeving aan te passen, wordt bepaald dat de wet in werking treedt op de eerste dag van de zesde maand na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

De maatregel in artikel 5 kan pas in werking treden op voorwaarde dat de Europese Unie instemt met een wijziging van bijlage 3 van de btw-richtlijn (2006/112/EG)⁶, wat de bij artikel 5 bedoelde goederen betreft.

⁶ Richtlijn 2006/112/EG van de Raad van 28 november 2006 betreffende het gemeenschappelijke stelsel van belasting over de toegevoegde waarde.

PROPOSITION DE LOI**CHAPITRE 1^{ER}****Disposition générale****Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2**Reconnaissance légale du commerce équitable****Art. 2**

L'article I.8 du Code de droit économique, inséré par la loi du 21 décembre 2013 et modifié en dernier lieu par la loi du 8 mai 2022, est complété par un 48°, rédigé comme suit:

"48° commerce équitable: un partenariat commercial ayant pour objet d'assurer le progrès économique et social des travailleurs en situation de désavantage économique du fait de leur précarité, de leur rémunération et de leur qualification, organisés au sein de structures à la gouvernance démocratique, et qui satisfait aux conditions suivantes:

a) un engagement entre les parties au contrat sur une durée permettant de limiter l'impact des aléas économiques subis par ces travailleurs, qui ne peut être inférieure à trois ans;

b) le paiement par l'acheteur d'un prix rémunérateur pour les travailleurs, établi sur la base d'une identification des coûts de production et d'une négociation équilibrée entre les parties au contrat;

c) l'octroi par l'acheteur d'un montant supplémentaire obligatoire destiné aux projets collectifs, en complément du prix d'achat ou intégré dans le prix, visant à renforcer les capacités et l'autonomisation des travailleurs et de leur organisation;

d) chaque entreprise intervenant dans ces filières valorise des modes de production et d'exploitation respectueux de l'environnement et de la biodiversité, tels que l'agroécologie lorsqu'il s'agit de filières alimentaires, et est en mesure de produire des informations relatives à la traçabilité des produits;

WETSVOORSTEL**HOOFDSTUK 1****Algemene bepaling****Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2**De wettelijke erkenning van fair trade****Art. 2**

In artikel I.8 van het Wetboek van economisch recht, ingevoegd bij de wet van 21 december 2013 en het laatst gewijzigd bij de wet van 8 mei 2022, wordt een punt 48° ingevoegd, luidende:

"48° fair trade: een handelspartnerschap dat tot doel heeft de economische en de sociale vooruitgang te garanderen van de werknemers die zich wegens hun kwetsbaarheid, hun verloning en hun kwalificaties in een ongunstige economische positie bevinden, dat is georganiseerd binnen democratisch bestuurd structuren en dat aan de volgende voorwaarden voldoet:

a) de contractspartijen sluiten een verbintenis voor een duur van minimum drie jaar, die de weerslag van de economische wisselvalligheden op die werknemers beperkt;

b) de koper betaalt ten behoeve van de werknemers een lonende prijs, die wordt bepaald op grond van een identificatie van de productiekosten en van een evenwichtige onderhandeling tussen de contractspartijen;

c) de koper kent verplicht een bijkomend bedrag toe, bovenop de aankoopprijs of geïntegreerd in de prijs, ter financiering van collectieve projecten die de capaciteitsopbouw en de empowerment van de werknemers en van hun organisatie beogen;

d) elke onderneming die een schakel is in deze ketens bevordert productie- en exploitatiemethoden die rekening houden met het milieu en met de biodiversiteit, zoals de agro-ecologie wanneer het de voedingsketens betreft, en is in staat informatie over de traceerbaarheid van de producten te verschaffen;

e) les entreprises faisant publiquement état de leur appartenance au commerce équitable participent à des actions de sensibilisation et d'éducation à des modes de production et de consommation socialement et écologiquement durables.

f) concernant le désavantage économique, au sens de la phrase introductive du présent point, et les modalités contractuelles dont question aux a), b) et c), respecter les critères établis par le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.”

Art. 3

Dans le livre VI, titre 2, chapitre 3, du Code de droit économique, il est inséré un article VI.10/1, rédigé comme suit:

“Art. VI.10/1. § 1^{er}. Seuls les produits satisfaisant aux conditions définies à l'article I.8, 48°, et soumis à des systèmes de garantie ou conformes à des labels reconnus dans les conditions prévues au paragraphe 2 peuvent comporter le terme “équitable” dans leur dénomination de vente.

§ 2. Les systèmes de garantie et les labels de commerce équitable sont reconnus, pour une durée renouvelable de trois ans, par arrêté royal pris suite à un avis du comité pour une production socialement responsable et pour le commerce équitable, visé à l'article 7 de la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable et le commerce équitable.”

Art. 4

Dans l'article XV.83, alinéa 1^{er}, du Code de droit économique, modifié en dernier lieu par la loi du 25 septembre 2022, il est inséré un 2°/1, rédigé comme suit:

“2°/1. de l'article VI.10/1 relatif à l'usage de la dénomination “équitable” et de ses arrêté d'exécution;”

CHAPITRE 3

Soutien fiscal au commerce équitable

Art. 5

Le tableau A, XXIII, de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et

e) de ondernemingen die openlijk te kennen geven dat zij aan fair trade doen, nemen deel aan bewustmakings- en voorlichtingsacties over maatschappelijk en ecologisch duurzame productie- en consumptiemethoden;

f) inzake de ongunstige economische positie in de zin van de inleidende zin van dit punt, alsook inzake de contractuele nadere regels bepaald bij de punten a), b) en c), moeten de criteria worden nageleefd die de Koning heeft bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.”

Art. 3

In boek VI, titel 2, hoofdstuk 3, van het Wetboek van economisch recht wordt een artikel VI.10/1 ingevoegd, luidende:

“Art. VI.10/1, § 1. Alleen de producten die voldoen aan de voorwaarden bepaald bij artikel I.8, 48°, en die onderworpen zijn aan garantiesystemen of in overeenstemming zijn met de onder de voorwaarden bepaald bij § 2 erkende labels, mogen de term “fair” in hun verkoopbenaming bevatten.

§ 2. De garantiesystemen en de fairtradelabels worden erkend voor een hernieuwbare termijn van drie jaar, bij een koninklijk besluit genomen na advies van het comité voor sociaal verantwoorde productie en voor fair trade bedoeld bij artikel 7 van de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie en van fair trade.”

Art. 4

In artikel XV.83, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht, het laatst gewijzigd bij de wet van 25 september 2022, wordt een punt 2°/1 ingevoegd, luidende:

“2°/1. van artikel VI.10/1 betreffende de benaming “fair trade” en van de besluiten genomen ter uitvoering ervan;”

HOOFDSTUK 3

Fiscale steun voor fair trade

Art. 5

Tabel A, XXIII, van koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de

déterminant la répartition des biens et services selon ces taux, est complété par un 15°, rédigé comme suit:

“15° Les produits issus du commerce équitable, tel que défini à l'article I.8, 48°, du Code de droit économique.”

CHAPITRE 4

Du comité pour une production socialement responsable et pour le commerce équitable

Art. 6

L'intitulé de la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable est remplacé par ce qui suit: “Loi visant à promouvoir la production socialement responsable et le commerce équitable”.

Art. 7

Dans l'article 2 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le 2°, les mots “le comité pour une production socialement responsable” sont remplacés par les mots “le comité pour une production socialement responsable et pour le commerce équitable”;

2° l'article est complété par un 9°, rédigé comme suit: “9° commerce équitable: le commerce équitable tel que défini à l'article I.8, 48°, du Code de droit économique.”

Art. 8

Dans l'article 7 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° au paragraphe 1^{er}, les mots “Un comité pour une production socialement responsable” sont remplacés par les mots “Un comité pour une production socialement responsable et pour le commerce équitable”;

2° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 6°, les mots “le ministre ayant l'Économie sociale dans ses attributions” sont remplacés par les mots “le ministre ayant les Finances dans ses attributions”.

belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, wordt aangevuld met een punt 15°, luidende:

“15° de producten uit fair trade, zoals omschreven bij artikel I.8, 48°, van het Wetboek van economisch recht.”

HOOFDSTUK 4

Het comité voor sociaal verantwoorde productie en voor fair trade

Art. 6

Het opschrift van de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie wordt gewijzigd als volgt: “Wet ter bevordering van sociaal verantwoorde productie en van fair trade”.

Art. 7

In artikel 2 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 2° worden de woorden “het comité voor sociaal verantwoorde productie” vervangen door de woorden “het comité voor sociaal verantwoorde productie en voor fair trade”;

2° er wordt een punt 9° ingevoegd; luidende: “9° fair trade: de fair trade zoals bepaald bij artikel I.8, 48°, van het Wetboek van economisch recht.”

Art. 8

In artikel 7 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden de woorden “een comité voor sociaal verantwoorde productie” vervangen door de woorden “een comité voor sociaal verantwoorde productie en voor fair trade”;

2° in § 3, eerste lid, 6°, worden de woorden “de minister tot wiens bevoegdheid de sociale economie behoort” vervangen door de woorden “de minister bevoegd voor Financiën”.

CHAPITRE 5

Disposition autonome

Art. 9

Le Roi peut modifier, compléter, abroger ou remplacer la disposition visée à l'article 5 de la présente loi.

CHAPITRE 6

Entrée en vigueur

Art. 10

À l'exception de l'article 5, dont l'entrée en vigueur est conditionnée à l'accord des instances compétentes de l'Union européenne sur une modification de l'annexe 3 de la directive TVA 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, la présente loi entre en vigueur le premier jour du sixième mois suivant celui de sa publication au *Moniteur Belge*.

3 avril 2023

Ahmed Laaouej (PS)
Malik Ben Achour (PS)
Christophe Lacroix (PS)

HOOFDSTUK 5

Autonome bepaling

Art. 9

De Koning kan de bij artikel 5 van deze wet bedoelde bepaling wijzigen, aanvullen, opheffen of vervangen.

HOOFDSTUK 6

Inwerkingtreding

Art. 10

Met uitzondering van artikel 5, waarvan de inwerkingtreding afhangt van de voorwaarde dat de bevoegde instanties van de Europese Unie instemmen met een wijziging van bijlage 3 van Richtlijn 2006/112/EG van de Raad van 28 november 2006 betreffende het gemeenschappelijke stelsel van belasting over de toegevoegde waarde, treedt deze wet in werking op de eerste dag van de zesde maand na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

3 april 2023